

## Une société post-croissance pour le 21<sup>e</sup> siècle Peut-on prospérer sans attendre le retour de la croissance ?

*L'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales publie une étude sur la croissance. Cette étude tente de répondre aux problématiques suivantes : Peut-on avoir des certitudes sur l'avenir de la croissance ? Peut-on croître économiquement dans un monde fini ? Peut-on faire société dans un monde de croissance faible ? Voici une synthèse de cette intéressante étude de 70 pages réalisée par notre bénévole Lucie.*



Depuis les années 1970, les taux de croissance de l'ensemble des pays industrialisés sont faibles, pourtant le discours politique actuel reste très lié à la croissance économique, perçue comme nécessaire pour « prospérer », c'est-à-dire augmenter le niveau matériel et technologique de la vie au détriment souvent des besoins primaires et de convivialité de la population. Dans ce contexte, l'objectif du présent rapport est d'apporter des éléments de réponses aux questions suivantes :

- Peut-on avoir des certitudes sur l'avenir de la croissance ?
- Est-il possible de prospérer dans le cas où la croissance resterait faible dans les décennies à venir (entre 0 et 1%) ?

### La croissance économique, retour vers le futur

La croissance économique est définie comme « **la variation dans le temps de la production d'une économie, c'est-à-dire de l'ensemble des biens et services échangés via un système de prix dans un territoire donné** » et en général mesurée par le PIB (Produit Intérieur Brut). Le facteur clé déterminant cette grandeur est la hausse des gains de productivité, permise par les innovations techniques et/ou les transformations sociales influant l'organisation du travail qui bouleversent les processus de production.

Après la deuxième guerre mondiale des taux de croissance historiquement très élevés ont été atteints en Europe de l'Ouest et aux USA, permis par les travaux de reconstruction, les innovations technologiques et le type de partage des gains de production (hausse des salaires, développement de la consommation de masse). Ceci a eu pour conséquence l'élévation rapide du niveau de vie de la plus grande partie de la population, jusque dans les années 1970. Ensuite, la croissance de ces pays a enregistré une baisse continue due notamment à la mondialisation de l'économie, à la hausse de la variabilité et des prix de l'énergie, et au vieillissement de la population. La principale manifestation de la baisse de la croissance est l'augmentation constatée des inégalités de revenus dans la plupart des pays européens.

L'avenir de la croissance est difficilement prévisible, à cause d'une incertitude radicale due à 3 facteurs :

- La désindustrialisation et le passage à une économie de services dont les gains de productivité potentiels ne sont pas connus.
- L'essoufflement des retombées des innovations technologiques (NTIC par exemple), dont il est difficile de mesurer l'impact.
- La contrainte environnementale et la raréfaction des ressources. En effet, si les politiques de lutte contre le changement climatique peuvent renforcer la croissance pour les plus optimistes, il est impossible de découpler croissance et consommation de ressources naturelles pour les plus réalistes.

### **Peut-on croître économiquement dans un monde fini ?**

Dans le 2<sup>e</sup> chapitre de l'étude, les auteurs se concentrent sur la contrainte environnementale, une des controverses qui empêche de prévoir la croissance économique future, en tentant de répondre à cette question : « Peut on croître économiquement dans un monde fini ? ». La première étape consiste à évaluer les stocks physiques de ressources environnementales utilisées dans les processus économiques ; les ressources énergétiques (pétrole, gaz naturel, charbon, uranium), les matériaux de construction, les métaux, l'eau et les ressources agricoles.

Afin de relier les données physiques concernant les stocks de ressources et les dynamiques économiques qui font varier ceux-ci, il est nécessaire d'utiliser un modèle d'évaluation intégrée (IMACLIM), développé par le [CIRED](#) (Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement) notamment utilisé par le GIEC (Groupe d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat). Ce modèle permet de simuler des trajectoires économiques et énergétiques correspondant à 432 scénarios de développement futur, définis en fonction de jeux d'hypothèses différents sur les 5 degrés d'incertitude les plus importants (disponibilité du pétrole et du gaz, du charbon, efficacité énergétique, disponibilité des technologies bas-carbone, styles de vie et comportements adoptés par la population). Ces scénarios multiples permettent de balayer un vaste ensemble des futurs possibles à l'horizon 2050 en termes économiques, énergétiques et climatiques. Cet exercice de simulation a pour objectif de fournir des éléments chiffrés sur les possibilités de croissance et de mettre en évidence les facteurs clés d'un découplage entre croissance économique et impact environnemental.

L'analyse des résultats permet de déduire que :

- La contrainte énergétique et climatique ne conduit pas forcément à la baisse de l'activité économique, qui dépend avant tout du rythme d'évolution de la productivité, indépendamment de ces contraintes.
- La diminution de la consommation de ressources énergétiques peut même, dans certains cas, favoriser la croissance.
- Le coût macroéconomique des politiques climatiques entraîne une baisse de la croissance jusqu'à plusieurs dixièmes de point de croissance annuelle durant une période de transition (jusqu'en 2030). Mais ce coût diminue à long terme, grâce aux bénéfices de la transition climatique. Ce coût dépend fortement des politiques d'accompagnement permettant le changement des modes de vie.

L'évolution des modes de vie apparaît donc comme un des facteurs clés permettant de répondre aux enjeux environnementaux en minimisant le coût économique de la transition. Pourtant, dans le débat politique et médiatique actuel, l'accent est plutôt mis sur les nouvelles technologies dans le domaine énergétique.

## Peut-on « faire société » dans un monde de croissance faible ?

La possibilité d'une croissance faible ayant été mise en évidence dans le 1<sup>er</sup> chapitre, il est intéressant de se demander si les sociétés peuvent s'en accommoder ; c'est l'objet du dernier chapitre de l'étude, qui analyse les liens entre la croissance et 4 objectifs courants des politiques publiques : le bien-être déclaré, l'emploi, la réduction des inégalités et le niveau de protection sociale. La revue de littérature effectuée met en évidence que le bien-être et l'emploi sont peu liés à la croissance, contrairement aux niveaux d'inégalités et de protection sociale, qui sont plus difficilement atteints dans les cas de croissance faible, bien qu'ils ne soient pas irréalisables. Cela implique un plus grand engagement des acteurs publics, des politiques plus engagées notamment en matière de redistribution des richesses et d'accès aux services essentiels (santé, éducation, retraite, protection sociale). **Il ressort de l'analyse que le taux de croissance n'est pas le facteur clé de la prospérité d'une société**, mais plutôt le régime économique et social que cette société choisit d'appliquer.

L'étude conclue en mettant en avant que la croissance supérieure à 1% est un phénomène récent dans l'histoire de l'humanité. La croissance économique est en baisse depuis quarante ans dans la plupart des pays riches. Il faut ajouter à cela les défis de la raréfaction des ressources énergétiques et de la réduction des gaz à effet de serre.

Il existe donc une incertitude radicale sur l'avenir de la croissance économique. Les liens entre croissance et prospérité sont beaucoup moins forts que l'on ne pourrait généralement le penser. Il n'y a plus de corrélation entre le bonheur déclaré et la croissance de long terme dans les pays les plus riches pas plus qu'entre emploi et croissance de long terme. **Il ressort de l'analyse que ce n'est pas tant le taux de croissance de l'économie d'une société qui importe en matière de prospérité mais plutôt les choix individuels et collectifs.** L'étude invite les responsables politiques à porter un nouveau regard sur la croissance, d'accepter l'incertitude radicale qui pèse sur elle et de construire d'abord une narration positive de l'avenir sans faire référence à la croissance, une société qui s'en émancipe concrètement : une société post-croissance.

En reprenant le principe sur lequel repose, sur le papier, le contradictoire « développement durable » qui est : *de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs propres besoins*, on est en droit de se demander si la priorisation des institutions et des entreprises composant le paysage économique mondial ne devrait pas être de remettre en question le fondement du modèle actuel de développement. Quid de faire en sorte de pouvoir laisser la possibilité aux générations futures de répondre à leurs besoins de manière décente, sociale, en se basant non pas sur une valeur intangible et ségrégative qu'est la croissance mais sur la préservation de nos ressources naturelles et culturelles, essentielles à la prospérité de la vie sur terre.

*Résumé écrit par Lucie Arribard, bénévole pour SOLIDARITÉ*

Pour consulter l'étude de l'IDDRI, [cliquez ici !](#)